

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 3194

[C - 2004/27200]

## 27 MAI 2004. — Décret relatif aux Agences-Conseil en économie sociale (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Des définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent décret, on entend par :

1° agence-conseil en économie sociale : l'asbl, la fondation, la société à finalité sociale ou encore la coopérative agréée par le Conseil national de la coopération, qui a pour objet social principal le conseil à la création et l'accompagnement d'entreprises d'économie sociale dont la moitié au moins est constituée d'entreprises d'économie sociale marchande;

2° entreprise d'économie sociale : la personne morale qui répond aux conditions cumulatives suivantes :

a) avoir pour finalité le service aux associés ou à la collectivité plutôt que le profit;

b) disposer de l'autonomie de gestion;

c) être gérée selon des processus démocratiques;

d) respecter la primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des revenus;

3° entreprise d'économie sociale marchande : l'entreprise d'économie sociale dont plus de 50 % des recettes proviennent de la vente de biens ou de services;

4° administration : la Division des P.M.E. de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi;

5° commission d'agrément et de suivi : la commission instituée par l'article 16;

6° Cwesda : le Conseil wallon de l'économie sociale marchande;

7° Sowecsom : la Société wallonne d'économie sociale marchande;

8° porteur de projet : toute personne physique ou morale s'investissant dans la création ou le développement d'entreprise dont les principes sont repris à l'article 1<sup>er</sup>, 2°.

CHAPITRE II. — *De l'agrément*Section I<sup>re</sup>. — *Des principes et des effets de l'agrément*

**Art. 2.** L'activité d'agence-conseil en économie sociale ne peut être exercée sans disposer d'un agrément préalable, écrit et exprès, étant entendu que cet agrément peut être valorisé auprès d'autres entités uniquement dans le cadre de ses activités concernant l'économie sociale marchande.

**Art. 3.** La dénomination «agence-conseil en économie sociale», ou un autre terme, traduction ou graphie susceptible de créer une confusion, ne peuvent être utilisés sans être titulaire de l'agrément visé à l'article 2.

**Art. 4.** L'agrément est accordé pour une durée de trois ans. Il est renouvelable.

Toutefois, l'agrément est accordé pour une période provisoire d'un an en cas de création d'une nouvelle agence-conseil en économie sociale.

Section II. — *Des conditions d'octroi de l'agrément et de l'usage de la dénomination*

**Art. 5.** Pour être agréée et utiliser la dénomination « agence-conseil en économie sociale », celle-ci doit satisfaire aux conditions cumulatives suivantes :

1° avoir un objet social conforme à l'article 1<sup>er</sup>, 1°;

2° avoir son siège social en Région wallonne;

3° avoir pour missions :

a) le conseil à la création d'entreprises d'économie sociale, en ce compris le conseil à la transformation d'asbl ou d'entreprises classiques en entreprises d'économie sociale, ainsi que l'accompagnement lors de la création ou de la transformation;

b) l'orientation des porteurs de projet vers des structures de formations adaptées en fonction de leurs besoins;

c) l'expertise ou la consultance ponctuelle aux entreprises d'économie sociale;

d) le suivi post-crédation des entreprises d'économie sociale pendant une période à déterminer par le Gouvernement;

e) toutes actions d'information et de promotion inhérentes à ses missions, en ce compris les partenariats en termes d'information et de collaboration avec les opérateurs économiques classiques;

f) l'aide à l'élaboration des dossiers dans la recherche de financement, notamment auprès de la Sowecsom;

g) la collaboration étroite avec la Sowecsom dans le suivi des dossiers qu'elle a aidé à élaborer;

4° sauf en cas de création d'une nouvelle agence-conseil en économie sociale, apporter la preuve de deux années d'expérience et de cinq dossiers d'économie sociale marchande réalisés dans le cadre des missions visées au point 3°;

5° avoir une comptabilité propre à l'activité d'agence-conseil en économie sociale et distincte de toute autre activité;

6° disposer parmi ses ressources humaines de personnes pouvant

se prévaloir d'une aptitude professionnelle dans au minimum trois des compétences suivantes : comptabilité, droit, finance, gestion administrative et gestion des ressources humaines;

7° transmettre à l'administration, au plus tard le 31 mars de l'année suivante, le cadastre des bénéficiaires de ses conseils durant l'année écoulée et le rapport de ses activités;

8° ne pas se trouver en état de concordat, de faillite ou de déconfiture;

9° ne pas compter, parmi les administrateurs, gérants, mandataires ou fondés de pouvoir, des personnes ayant été condamnées, pendant une période de cinq ans précédant la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément, pour une infraction aux dispositions légales ou réglementaires en matières fiscale, sociale ou relatives à l'exercice de l'activité d'agence-conseil en économie sociale;

10° être en règle avec ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale ainsi que des arriérés d'impôts.

### Section III. — De l'octroi et du renouvellement de l'agrément

**Art. 6.** L'agrément est octroyé et renouvelé par le Gouvernement sur avis motivé de la commission d'agrément et de suivi.

L'avis de la commission d'agrément et de suivi concernant une demande d'octroi d'agrément est motivé au minimum par référence aux critères suivants :

1° le professionnalisme et la qualité des services offerts;

2° la capacité d'analyse de la pertinence des projets;

3° la capacité de réorienter les porteurs de projet;

4° le respect des conditions liées au contrôle du système;

5° les compétences du personnel, tant sur la base de ses qualifications que sur son expérience.

Le Gouvernement peut préciser, sur proposition de la commission d'agrément et de suivi, les critères visés à l'alinéa précédent.

L'avis de la commission concernant une demande de renouvellement d'agrément est motivé, au minimum par référence aux critères prévus à l'alinéa 2, non seulement en fonction des projets présentés, mais également de l'évaluation des prestations accomplies au cours de la période d'agrément écoulée, sur la base notamment des rapports d'activités, des budgets, des comptes et de tout autre élément d'information que la commission estime utile.

**Art. 7.** Le Gouvernement détermine les procédures d'octroi et de renouvellement de l'agrément.

**Art. 8.** En cas de cession d'une agence-conseil en économie sociale, le repreneur introduit une demande d'agrément dans le délai et selon la procédure fixés par le Gouvernement.

Dans ce cas, l'exploitation et l'usage de la dénomination peuvent, par dérogation aux articles 2, 3 et 4, être poursuivis jusqu'à la notification de la décision à intervenir, pour autant que la demande soit introduite dans le délai fixé.

### Section IV. — De la suspension et du retrait de l'agrément

**Art. 9.** L'agrément est retiré à son titulaire par le Gouvernement sur avis de la commission :

1° si les dispositions du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution ne sont pas respectées;

2° si la personne chargée de la gestion journalière de l'agence-conseil en économie sociale a été condamnée par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée pour une infraction commise dans le cadre de sa gestion journalière.

Dans les cas visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, l'agrément peut être suspendu par le Gouvernement pour une durée maximale de six mois lorsqu'il estime que la situation de l'agence-conseil en économie sociale peut être régularisée dans le délai qu'il détermine.

**Art. 10.** Le Gouvernement détermine la procédure de suspension et de retrait de l'agrément.

### Section V. — Des recours

**Art. 11.** Le demandeur ou le titulaire d'un agrément, ci-après également dénommé le « demandeur », peut introduire un recours motivé auprès du Gouvernement à l'encontre de la décision de refus, de suspension ou de retrait de l'agrément.

Le recours est introduit dans les trente jours de la réception de la décision contestée ou, dans le cas d'absence de notification au demandeur dans le délai prévu, de la date à laquelle la décision de refus est considérée comme acquise.

Il est adressé, par lettre recommandée à la poste, à l'administration et est accompagné d'une copie de la décision contestée, si elle existe.

Dans ce cas, la décision de suspension ou de retrait est suspendue pendant le délai laissé au demandeur pour former recours.

**Art. 12.** Dans les trente jours à dater de la réception du recours, l'administration adresse au demandeur un accusé de réception, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

**Art. 13.** Le demandeur peut solliciter d'être entendu, soit dans son recours, soit par une lettre recommandée à la poste adressée à l'administration dans les quinze jours à dater de la réception par le demandeur de l'accusé de réception de son recours.

Le demandeur est averti de cette audition au moins huit jours avant la date fixée. Il peut se faire représenter par la personne statutairement habilitée ou par un avocat.

Un procès-verbal de l'audition est établi.

**Art. 14.** Le Gouvernement statue sur le recours et adresse sa décision au demandeur dans un délai de quatre mois à dater de l'envoi, par l'administration, de l'accusé de réception visé à l'article 12.

La décision du Gouvernement est notifiée, par lettre recommandée à la poste, au demandeur et adressée simultanément à la commission d'agrément et de suivi et au Cwesda.

**Art. 15.** A défaut pour le demandeur d'avoir reçu la décision du Gouvernement dans les dix jours qui suivent le délai visé à l'article 14, alinéa 1<sup>er</sup>, il peut adresser une lettre de rappel. Celle-ci est envoyée, par lettre recommandée à la poste, à l'administration. Son contenu doit mentionner le terme «rappel» et, sans ambiguïté, solliciter qu'il soit statué sur le recours dont une copie est jointe à la lettre.

A défaut de notification de la décision du Gouvernement dans les trente jours à dater de la réception par l'administration de la lettre recommandée contenant rappel, l'objet de la demande du recours est réputé favorable.

#### *Section VI. — De la commission d'agrément et de suivi*

**Art. 16.** Il est institué auprès du Ministère de la Région wallonne une commission d'agrément et de suivi des agences-conseil en économie sociale.

**Art. 17.** La commission d'agrément et de suivi a pour missions de :

1° remettre au Gouvernement des avis motivés sur l'opportunité d'octroyer, de renouveler, de suspendre ou de retirer l'agrément d'une agence-conseil en économie sociale;

2° remettre au Gouvernement des avis motivés sur l'octroi des subventions;

3° donner des avis, soit d'initiative, soit à la demande du Gouvernement ou de l'un de ses Ministres, sur toute question relative aux agences-conseil en économie sociale;

4° présenter chaque année au Gouvernement un rapport sur les activités des agences-conseil en économie sociale en termes qualitatif et quantitatif.

**Art. 18.** La commission d'agrément et de suivi arrête et soumet à l'approbation du Gouvernement un règlement d'ordre intérieur précisant, notamment, la périodicité des réunions, le mode de convocation ainsi que le mode de prise de décision.

**Art. 19.** La commission d'agrément et de suivi est composée comme suit :

1° trois membres effectifs représentant le Cwesda;

2° deux membres effectifs représentant le Ministre ayant l'Economie sociale dans ses attributions;

3° un membre effectif représentant le Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions;

4° un membre effectif représentant le Ministre ayant l'Action sociale dans ses attributions;

5° un membre effectif issu de la Sowecsom;

6° deux membres effectifs représentant la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi, l'un représentant la division des P.M.E., l'autre la Division de l'Emploi, avec voix consultative.

Pour chaque membre effectif, le Gouvernement nomme un suppléant sur proposition des organisations.

Le Gouvernement désigne le président de la commission de suivi parmi les membres effectifs visés au point 2° de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Par ailleurs, la commission pourra se doter de tout expert qu'elle estime nécessaire au bon fonctionnement de ses travaux. Ces experts siègent avec voix consultative.

**Art. 20.** Le Gouvernement désigne, sur proposition des mandants, les personnes siégeant au sein de la commission d'agrément et de suivi.

### *CHAPITRE III. — Des subventions*

#### *Section I<sup>re</sup>. — Des principes*

**Art. 21.** Pour promouvoir la création d'entreprises d'économie sociale marchande, le Gouvernement a la faculté d'octroyer, sur avis de la commission d'agrément et de suivi, dans les limites des crédits budgétaires disponibles, une aide financière afin de rencontrer certaines dépenses effectuées par les agences-conseil en économie sociale.

Il s'agit des dépenses de fonctionnement relatives aux missions visées à l'article 5, 3°, dans la mesure où elles concernent des entreprises d'économie sociale marchande, des asbl ou des entreprises commerciales s'engageant à créer ou à se transformer en entreprises d'économie sociale marchande dans un délai à déterminer par le Gouvernement.

*Section II. — Des conditions d'octroi des subventions*

**Art. 22.** L'octroi d'une subvention de base est subordonné aux conditions suivantes :

1° être agréée « agence-conseil en économie sociale » selon les critères de l'article 6 du présent décret;

2° présenter un rapport d'activités approuvé par la commission sur la base de critères de quantité, de qualité mais aussi de pérennité des projets concernant les entreprises d'économie sociale marchande accompagnées pendant l'année précédant celle au cours de laquelle l'agence-conseil demande la subvention;

3° faire rapport à l'administration de toute aide obtenue par elle, auprès de tout pouvoir ou organisme public, dans un délai de trois ans suivant l'octroi de la subvention;

4° sauf pour les missions d'information, de promotion et d'aides ponctuelles, utiliser le modèle de convention type établi par le Gouvernement et transmettre à l'administration une copie de chaque convention signée par les deux parties;

5° disposer de l'avis motivé de la commission d'agrément et de suivi concernant l'octroi des subventions.

Dans le cas d'une nouvelle agence-conseil, la condition énumérée au point 2° ne peut se vérifier qu'après la première année d'activité.

**Art. 23.** Le Gouvernement est habilité à octroyer une subvention complémentaire établie en fonction du respect des critères suivants :

1° le niveau de réalisation des missions prévues dans le présent décret;

2° le nombre d'entreprises accompagnées et leur taille en termes d'emplois;

3° le pourcentage d'entreprises d'économie sociale marchande parmi les entreprises visées au point 2°.

*Section III. — Du montant des subventions*

**Art. 24.** Le montant de la subvention est fixé à au moins 32.000 euros par an. Cette subvention de base est octroyée dès que l'agence-conseil rencontre les conditions requises à l'article 22.

Le Gouvernement est habilité à modifier le montant prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Le Gouvernement adapte chaque année le montant de la subvention de l'année suivante en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation entre le mois de novembre de l'année en cours et le mois de novembre de l'année précédente.

**Art. 25.** Sur la base de l'avis de la commission d'agrément et de suivi, et en fonction de l'adéquation des objectifs poursuivis aux critères visés à l'article 23, la subvention complémentaire visée à l'article 23 est fixée à 10.000 euros maximum.

Le Gouvernement adapte chaque année ce montant en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation entre le mois de novembre de l'année en cours et le mois de novembre de l'année précédente.

*Section IV. — Des procédures d'octroi, de liquidation et de contrôle de l'emploi des subventions*

**Art. 26.** Toute demande de subvention doit être adressée à la commission d'agrément et de suivi par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

Le Gouvernement arrête le contenu et la forme de la demande de subvention. Il précise le nombre d'exemplaires du dossier qu'elle doit comporter.

**Art. 27.** La demande de subvention doit contenir tout élément probant de nature à permettre de vérifier les conditions fixées aux articles 22 et 23.

**Art. 28.** La commission d'agrément et de suivi se prononce sur le respect de ces conditions visées à l'article 22 pour la subvention de base et à l'article 23 pour la subvention complémentaire afin de remettre un avis au Gouvernement quant à l'octroi de ces subventions.

**Art. 29.** L'utilisation des subventions visées aux articles 22 et 23 est détaillée dans les budgets et les comptes de l'agence-conseil en économie sociale.

**Art. 30.** Les subventions peuvent être liquidées à concurrence de 70 % dès la notification de l'octroi par l'administration.

Le solde des subventions sera liquidé sur production et approbation, au plus tard douze mois après la liquidation de la première tranche, de l'ensemble des pièces justifiant les dépenses faisant l'objet des subventions.

Le Gouvernement peut, sur la base d'une demande justifiée introduite par le bénéficiaire, accorder une prolongation du délai prévu à l'alinéa 2.

*CHAPITRE IV. — Du contrôle*

**Art. 31.** Les fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement sont chargés de veiller au respect des règles fixées par ou en vertu du présent décret.

CHAPITRE V. — *De la collaboration des agences-conseil avec la Sowecsom et du financement de celle-ci**Section I<sup>re</sup>. — Des principes*

**Art. 32.** Le Gouvernement accorde à la Sowecsom les ressources financières nécessaires, ci-après dénommées la « subvention », à l'accomplissement de ses missions et à la couverture des charges qui en découlent.

*Section II. — Des conditions d'octroi de la subvention*

**Art. 33.** L'octroi de la subvention est subordonné à la remise au Gouvernement par la Sowecsom, avant le 15 juin de chaque année, d'un rapport d'évaluation de ses actions.

Ce rapport d'évaluation reprend les éléments suivants :

1° les objectifs généraux de la Sowecsom, et plus particulièrement ceux régissant sa collaboration avec les agences-conseil;

2° l'évaluation de ses activités durant l'année écoulée;

3° les moyens dont elle dispose et ceux à mettre en œuvre en fonction de l'évolution de ses activités;

4° l'analyse des partenariats développés et à développer pour une promotion cohérente du secteur, non seulement avec les agences-conseil, mais également avec d'autres structures relais telles que l'U.W.E., l'I.F.A.P.M.E., le Forem ou d'autres qu'elle jugera utiles.

Celui-ci est accompagné des comptes de l'organisme certifiés par un réviseur.

*Section III. — Des procédures d'octroi, de liquidation et de contrôle de l'emploi de la subvention*

**Art. 34.** La subvention est versée au titre d'avances sur frais, en cinq tranches égales aux échéances suivantes :

— une première tranche d'un cinquième dès la notification par l'administration de l'octroi de la subvention;

— une seconde tranche d'un cinquième trois mois après cette notification;

— une troisième tranche d'un cinquième six mois après cette notification;

— une quatrième tranche d'un cinquième neuf mois après cette notification;

— une cinquième tranche, correspondant à la différence constatée entre les quatre premières tranches versées et le montant annuel des frais de fonctionnement, sera versée sur présentation d'une déclaration de créance accompagnée des comptes certifiés par le réviseur.

CHAPITRE VI. — *Des dispositions transitoire et finale*

**Art. 35.** Les agences-conseil en économie sociale en cours d'exploitation au moment de l'entrée en vigueur du présent décret doivent adresser une demande d'agrément à l'administration dans le délai à déterminer par le Gouvernement.

Les agences-conseil en économie sociale qui se sont conformées à l'alinéa précédent peuvent poursuivre leur exploitation sous cette dénomination jusqu'à ce qu'il soit statué définitivement sur leur demande.

**Art. 36.** Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 27 mai 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Ph. COURARD

—  
Note

(1) *Session 2003-2004.*

*Documents du Conseil.* — 667 (2003-2004) N<sup>os</sup> 1 à 6.

*Compte rendu intégral.* — Séance publique du 12 mai 2004. Discussion - Vote.

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 3194

[C — 2004/27200]

## 27. MAI 2004 — Dekret über die Beratungsagenturen in Sachen Sozialwirtschaft (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Definitionen*

**Artikel 1** - Im Sinne des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° Beratungsagentur in Sachen Sozialwirtschaft: die VoE, die Stiftung, das Unternehmen mit sozialer Zielsetzung oder die durch den Nationalen Rat für die Kooperation anerkannte Genossenschaft, deren Hauptgesellschaftszweck die Gründungsberatung und die Begleitung von sozialwirtschaftlichen Unternehmen ist, von denen mindestens die Hälfte aus sozialmarktwirtschaftlichen Unternehmen besteht;

2° sozialwirtschaftliches Unternehmen: die juristische Person, die folgende kumulative Bedingungen erfüllt:

- a) den Dienst zugunsten der Teilhaber oder der Gemeinschaft als Zielsetzung über den Profit setzen;
- b) die Verwaltungsautonomie besitzen;
- c) nach demokratischen Prozessen verwaltet werden;
- d) den Personen und der Arbeit den Vorrang über das Kapital in der Verteilung der Einkünfte geben;

3° sozialmarktwirtschaftliches Unternehmen: das sozialwirtschaftliche Unternehmen, von dem über 50% der Einkünfte aus dem Verkauf von Gütern oder Dienstleistungen stammen;

4° Verwaltung: die Abteilung K.M.B. der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung;

5° Zulassungs- und Überwachungsausschuss: die in Artikel 16 eingesetzte Kommission;

6° Cwesma: der "Conseil wallon de l'économie sociale marchande" (Wallonischer Rat der sozialen Marktwirtschaft);

7° Sowecsom: die "Société Wallonne d'Economie Sociale Marchande" (Wallonische Gesellschaft für soziale Marktwirtschaft);

8° Projektträger: jegliche natürliche oder juristische Person, die sich in die Gründung oder die Entwicklung von Unternehmen investiert, deren Prinzipien in Artikel 1, 2° angeführt werden.

KAPITEL II — *Zulassung**Abschnitt 1* — Grundsätze und Wirkungen der Zulassung

**Art. 2** - Die Tätigkeit als Beratungsagentur in Sachen Sozialwirtschaft darf nicht ohne eine vorherige schriftliche und ausdrückliche Zulassung ausgeübt werden, wobei diese Zulassung bei anderen Körperschaften jedoch nur im Rahmen ihrer Tätigkeiten hinsichtlich der sozialen Marktwirtschaft aufgewertet werden kann.

**Art. 3** - Die Bezeichnung "agence-conseil en économie sociale" - "Beratungsagentur in Sachen Sozialwirtschaft", oder ein anderer Begriff, eine Übersetzung oder Graphie, die Verwirrung verursachen könnten, dürfen nicht ohne im Besitz einer in Artikel 2 erwähnten Zulassung zu sein, benutzt werden.

**Art. 4** - Die Zulassung wird für eine Dauer von drei Jahren gewährt. Sie kann erneuert werden. Die Zulassung wird jedoch für eine Dauer von einem Jahr gewährt im Falle der Gründung einer neuen Beratungsagentur in Sachen Sozialwirtschaft.

*Abschnitt II* — Gewährungsbedingungen der Zulassung und der Verwendung der Bezeichnung

**Art. 5** - Um zugelassen zu sein und die Bezeichnung "Beratungsagentur in Sachen Sozialwirtschaft" zu führen, muss diese folgende kumulative Bedingungen erfüllen:

1° einen Gesellschaftszweck im Sinne von Artikel 1, 1° haben;

2° einen Gesellschaftssitz in der Wallonischen Region haben;

3° folgende Aufgaben verfolgen:

a) die Beratung zur Gründung von Sozialwirtschaftsunternehmen, einschließlich der Beratung hinsichtlich der Umgründung von VoEs oder herkömmlichen Unternehmen in Sozialwirtschaftsunternehmen, sowie der Begleitung bei der Gründung oder der Umgründung;

b) die Ausrichtung der Projektträger auf angepasste Bildungsstrukturen unter Berücksichtigung des Bedarfs;

c) die gezielte Begutachtung oder Beratung der Sozialwirtschaftsunternehmen;

d) die Begleitung nach der Gründung der Sozialwirtschaftsunternehmen für einen von der Regierung zu bestimmenden Zeitraum;

e) alle Informations- und Förderungsaktionen, die unzertrennlich mit ihren Aufgaben verbunden sind, einschließlich der Partnerschaften im Bereich von Information und Zusammenarbeit mit den herkömmlichen Wirtschaftskreisen;

f) die Hilfe bei der Erstellung der Unterlagen für die Finanzierungssuche, insbesondere bei der Sowecsom;

g) die enge Zusammenarbeit mit der Sowecsom bei der Begleitung der mit ihrer Hilfe erstellten Unterlagen;

4° den Beweis einer zweijährigen Erfahrung erbringen und fünf Akten in Sachen sozialer Marktwirtschaft im Rahmen der in Punkt 3° erwähnten Aufgaben vorlegen, es sei denn es handelt sich um die Gründung einer neuen Beratungsagentur in Sachen Sozialwirtschaft;

5° eine eigene und von jeglicher anderen Tätigkeit getrennte Buchführung für die Tätigkeit als Beratungsagentur in Sachen Sozialwirtschaft besitzen;

6° innerhalb ihrer menschlichen Ressourcen über Personen verfügen, die eine berufliche Erfahrung in mindestens drei der folgenden Kompetenzen vorweisen: Buchführung, Rechtswissenschaften, Finanzen, Verwaltung und Personalmanagement;

7° der Verwaltung spätestens am 31. März des darauffolgenden Jahres das Kataster der beratenen Unternehmen des abgelaufenen Jahres und den Bericht ihrer Tätigkeiten übermitteln;

8° sich nicht in einem Vergleichs-, Konkursverfahren oder in der Lage der notorischen Zahlungsunfähigkeit befinden;

9° unter den Verwaltern, Geschäftsführern, Mandatträgern oder Bevollmächtigten keine Personen zählen, die während einer Zeit von fünf Jahren vor dem Antrag auf Zulassung oder Erneuerung der Zulassung wegen eines Verstoßes gegen die gesetzlichen oder vorschriftsmäßigen Bestimmungen in Steuer- oder Sozialsachen oder hinsichtlich der Ausübung der Tätigkeit als Beratungsagentur in Sachen Sozialwirtschaft verurteilt worden sind;

10° mit ihren Verpflichtungen hinsichtlich der Zahlung der Sozialversicherungsbeiträge sowie der rückständigen Steuerschulden in Ordnung sein.

### *Abschnitt III — Gewährung und Erneuerung der Zulassung*

**Art. 6** - Die Zulassung wird durch die Regierung aufgrund eines begründeten Gutachtens des Zulassungs- und Überwachungsausschusses erneuert.

Das Gutachten des Zulassungs- und Überwachungsausschusses hinsichtlich des Antrags auf Gewährung der Zulassung wird mindestens unter Bezugnahme auf folgende Kriterien begründet:

1° der Professionalismus und die Qualität der gebotenen Dienstleistungen;

2° das Analysevermögen der Relevanz der Projekte;

3° die Fähigkeit, die Projektträger neu zu orientieren;

4° das Einhalten der mit der Kontrolle des Systems verbundenen Bedingungen;

5° die Kompetenzen des Personals, sowohl aufgrund ihrer Qualifikationen, als auch ihrer Erfahrung.

Die Regierung kann, auf Vorschlag des Zulassungs- und Überwachungsausschusses, die im vorigen Absatz erwähnten Kriterien näher erläutern.

Das Gutachten des Ausschusses hinsichtlich eines Antrags auf Erneuerung der Zulassung wird mindestens aufgrund der in Absatz 2 erwähnten Kriterien begründet und zwar nicht nur unter Berücksichtigung der unterbreiteten Projekte, sondern auch aufgrund der während der abgelaufenen Zulassungsdauer durchgeführten Leistungen, insbesondere aufgrund der Tätigkeitsberichte, der Haushaltspläne, der Konten und jeglicher anderer Informationen, die der Ausschuss für notwendig erachtet.

**Art. 7** - Die Regierung bestimmt die Verfahren zur Gewährung und Erneuerung der Zulassung.

**Art. 8** - Im Falle einer Abtretung einer Beratungsagentur in Sachen Sozialwirtschaft reicht der Übernehmer einen Antrag auf Zulassung innerhalb einer von der Regierung bestimmten Frist und gemäß einem von ihr bestimmten Verfahren ein.

In diesem Fall dürfen die Verwertung und die Nutzung der Bezeichnung in Abweichung von den Artikeln 2, 3 und 4 weiter geführt werden bis zur Zustellung des zu fassenden Beschlusses, vorausgesetzt der Antrag wurde fristgerecht eingereicht.

### *Abschnitt IV — Aussetzung und Entzug der Zulassung*

**Art. 9** - Die Zulassung wird dem Inhaber nach Gutachten des Ausschusses durch die Regierung in folgenden Fällen entzogen:

1° wenn die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets oder seiner Durchführungserlasse nicht eingehalten werden;

2° wenn die mit der täglichen Verwaltung der Beratungsagentur in Sachen Sozialwirtschaft beauftragte Person durch eine rechtskräftige richterliche Entscheidung wegen einem Verstoß im Rahmen ihrer täglichen Verwaltung verurteilt worden ist.

In den in Absatz 1, 1° erwähnten Fällen kann die Regierung die Zulassung für eine Dauer von höchstens sechs Monaten aussetzen, wenn die Regierung der Auffassung ist, dass die Lage der Beratungsagentur in Sachen Sozialwirtschaft in der durch ihr festgelegten Frist berichtigt werden kann.

**Art. 10** - Die Regierung bestimmt die Verfahren zur Aussetzung und zum Entzug der Zulassung.

### *Abschnitt V — Einspruch*

**Art. 11** - Der Antragsteller oder der Inhaber einer Zulassung, nachstehend auch "Antragsteller" genannt, kann bei der Regierung einen begründeten Einspruch gegen den Beschluss der Ablehnung, der Aussetzung oder des Entzugs der Zulassung einreichen.

Der Einspruch wird innerhalb von dreißig Tagen nach Empfang des angefochtenen Entschlusses oder in Ermangelung der Zustellung an den Antragsteller innerhalb der festgelegten Frist ab dem Datum eingereicht, an dem der Entschluss zur Ablehnung als erlangt gilt.

Er wird per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief an die Verwaltung gerichtet und enthält eine Abschrift des angefochtenen Beschlusses, wenn es ihn gibt.

Im diesem Fall wird der Beschluss der Aussetzung oder des Entzugs während der dem Antragsteller gewährten Frist, um Beschwerde einzulegen, ausgesetzt.

**Art. 12** - Innerhalb von dreißig Tagen ab dem Datum des Empfangs des Einspruchs richtet die Verwaltung per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung eine Empfangsbestätigung an den Antragsteller.

**Art. 13** - Der Antragsteller kann innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Datum des Empfangs der Empfangsbestätigung seines Einspruchs entweder in seinem Einspruch oder per bei der Post aufgegebenen und an die Verwaltung gerichteten Einschreibebrief beantragen, angehört zu werden.

Der Antragsteller wird mindestens acht Tage vor dem festgelegten Datum über diese Anhörung benachrichtigt. Er kann sich von der statutarisch befugten Person oder von einem Anwalt vertreten lassen.

Ein Protokoll dieser Anhörung wird erstellt.

**Art. 14** - Die Regierung entscheidet über den Einspruch und teilt dem Antragsteller innerhalb einer Frist von vier Monaten ab dem Datum des Versands der in Artikel 12 erwähnten Empfangsbestätigung durch die Verwaltung ihren Entschluss mit.

Der Beschluss der Regierung wird dem Antragsteller per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief und gleichzeitig dem Zulassungs- und Überwachungsausschuss sowie dem Cwesma zugestellt.

**Art. 15** - In Ermangelung des Empfangs durch den Antragsteller des Beschlusses der Regierung innerhalb von zehn Tagen nach der in Artikel 14, Absatz 1 erwähnten Frist, kann dieser ein Mahnschreiben zuschicken. Dieses Mahnschreiben wird der Verwaltung per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugeschickt. Der Inhalt des Briefes muss den Begriff "Mahnung" enthalten und unmissverständlich ersuchen, dass über den Einspruch, von dem eine Abschrift beigefügt ist, entschieden wird.

In Ermangelung der Zustellung des Beschlusses der Regierung innerhalb von dreißig Tagen ab dem Datum des Empfangs des Einschreibebriefs mit der Mahnung durch die Verwaltung wird der Antragsgegenstand des Einspruchs als günstig angesehen.

#### *Abschnitt VI — Zulassungs- und Überwachungsausschuss*

**Art. 16** - Beim Ministerium der Wallonischen Region wird ein Zulassungs- und Überwachungsausschuss für die Beratungsagenturen in Sachen Sozialwirtschaft eingerichtet.

**Art. 17** - Der Zulassungs- und Überwachungsausschuss hat folgende Aufgaben:

1° der Regierung begründete Gutachten über die Zweckmäßigkeit der Gewährung, Erneuerung, Aussetzung oder des Entzugs der Zulassung einer Beratungsagentur in Sachen Sozialwirtschaft abgeben;

2° der Regierung begründete Gutachten über die Gewährung von Zuschüssen abgeben;

3° auf eigene Initiative oder auf Anfrage der Regierung oder eines ihrer Minister ein Gutachten über jegliche Frage hinsichtlich der Beratungsagenturen in Sachen Sozialwirtschaft abgeben;

4° der Regierung jedes Jahr einen Bericht über die Tätigkeiten der Beratungsagenturen in Sachen Sozialwirtschaft hinsichtlich der Qualität und der Quantität vorlegen.

**Art. 18** - Der Zulassungs- und Überwachungsausschuss beschließt und unterbreitet der Regierung zur Genehmigung eine allgemeine Dienstordnung, die insbesondere die Häufigkeit der Sitzungen, die Einberufungs- und Entscheidungsart erläutert.

**Art. 19** - Der Zulassungs- und Überwachungsausschuss setzt sich aus folgenden Mitgliedern zusammen:

1° drei effektive Mitglieder, die den Cwesma vertreten;

2° zwei effektive Mitglieder, die den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Sozialwirtschaft gehört, vertreten;

3° ein effektives Mitglied, das den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, vertritt;

4° ein effektives Mitglied, das den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die sozialen Maßnahmen gehören, vertritt;

5° ein effektives Mitglied aus dem Kreis der Sowecsom;

6° zwei effektive Mitglieder, die die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung vertreten, ein Mitglied für die K.M.B., das andere Mitglied für die Abteilung Beschäftigung, beide mit beratender Stimme.

Für jedes effektive Mitglied ernennt die Regierung auf Vorschlag der Organisationen einen Stellvertreter.

Die Regierung bezeichnet den Vorsitzenden des Überwachungsausschusses unter den in Punkt 2°, Absatz 1 erwähnten effektiven Mitgliedern. Außerdem kann der Ausschuss sich mit jeglichem Experten, den er für den guten Verlauf der Arbeiten als notwendig erachtet, versehen. Diese Experten nehmen an den Sitzungen mit beratender Stimme teil.

**Art. 20** - Auf Vorschlag der Auftraggeber bezeichnet die Regierung die Personen, die im Zulassungs- und Überwachungsausschuss tagen.

### *KAPITEL III — Zuschüsse*

#### *Abschnitt I — Grundsätze*

**Art. 21** - Um die Gründung von sozialmarktwirtschaftlichen Unternehmen zu fördern, hat die Regierung die Möglichkeit, auf Gutachten des Zulassungs- und Überwachungsausschusses im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel eine finanzielle Unterstützung zu gewähren, um eventuellen, durch die Beratungsagenturen in Sachen Sozialwirtschaft getätigten Ausgaben zu begegnen.

Es handelt sich um Betriebsausgaben hinsichtlich der in Artikel 5, 3° erwähnten Aufgaben, insofern sie sozialmarktwirtschaftliche Unternehmen, VoE oder kaufmännische Geschäftsunternehmen betreffen, die bereit sind, in einem von der Regierung festgelegten Zeitraum sozialmarktwirtschaftliche Unternehmen zu gründen oder sich in solche zu verwandeln.



*Abschnitt II — Gewährungsbedingungen der Zuschüsse*

**Art. 22** - Die Gewährung von Zuschüssen wird von folgenden Bedingungen abhängig gemacht:

1° gemäß den Kriterien des Artikels 6 des vorliegenden Dekrets als "Beratungsagentur in Sachen Sozialwirtschaft" zugelassen sein;

2° einen durch den Ausschuss aufgrund der Quantitäts- und Qualitätskriterien, aber auch aufgrund des Fortbestands der Projekte hinsichtlich der sozialmarktwirtschaftlichen Unternehmen genehmigten Tätigkeitsbericht im Laufe des Jahres, das dem des Antrags auf Zuschuss durch die Beratungsagentur vorangeht, vorlegen;

3° der Verwaltung Bericht erstatten über jegliche von ihr erhaltene Hilfe bei jeglicher öffentlichen Behörde oder Einrichtung innerhalb einer Frist von drei Jahren nach der Gewährung des Zuschusses;

4° mit Ausnahme der Informations-, Betreuungs- und gezielten Hilfsaufgaben das von der Regierung erstellte Modell des Musterabkommens benutzen und der Verwaltung eine Abschrift jedes von beiden Parteien unterzeichneten Abkommens zustellen;

5° in den Besitz des begründeten Gutachtens des Zulassungs- und Überwachungsausschusses hinsichtlich der Gewährung der Zuschüsse gelangen.

Im Fall einer neuen Beratungsagentur kann die in Punkt 2° angeführte Bedingung erst nach dem ersten Tätigkeitsjahr überprüft werden.

**Art. 23** - Die Regierung ist befugt, unter Berücksichtigung der folgenden Kriterien einen zusätzlichen Zuschuss zu gewähren:

1° Ausführungsgrad der im vorliegenden Dekret geplanten Aufgaben;

2° die Anzahl der begleiteten Unternehmen und ihres Umfangs hinsichtlich der Arbeitsstellen;

3° der Prozentsatz an sozialmarktwirtschaftlichen Unternehmen unter den in Punkt 2° erwähnten Unternehmen.

*Abschnitt III — Höhe der Zuschüsse*

**Art. 24** - Die Höhe des Zuschusses wird auf 32.000 Euro pro Jahr festgelegt. Dieser Basiszuschuss wird gewährt, sobald die Beratungsagentur die erforderlichen Bedingungen von Artikel 22 erfüllt.

Die Regierung ist befugt, den in Absatz 1 erwähnten Betrag abzuändern.

Die Regierung passt jedes Jahr den Betrag des Zuschusses des darauffolgenden Jahres an unter Berücksichtigung der Entwicklung des Verbraucherpreisindex zwischen dem Monat November des laufenden Jahres und dem Monat November des Vorjahres.

**Art. 25** - Aufgrund des Gutachtens des Zulassungs- und Überwachungsausschusses und unter Berücksichtigung der Übereinstimmung der angestrebten Ziele und der in Artikel 23 erwähnten Kriterien wird der in Artikel 23 erwähnte zusätzliche Zuschuss auf höchstens 10.000 Euro festgelegt.

Die Regierung passt diesen Betrag jedes Jahr unter Berücksichtigung der Entwicklung des Verbraucherpreisindex zwischen dem Monat November des laufenden Jahres und dem Monat November des Vorjahres an.

*Abschnitt IV — Verfahren für die Gewährung, Abrechnung und Kontrolle der Nutzung der Zuschüsse*

**Art. 26** - Jeglicher Antrag auf Zuschüsse muss per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung an den Zulassungs- und Überwachungsausschuss gerichtet werden.

Die Regierung bestimmt den Inhalt und die Form des Antrags auf Zuschüsse. Sie gibt die Anzahl von Unterlagen an, die der Antrag enthalten muss.

**Art. 27** - Der Antrag auf Zuschüsse muss jegliche beweiskräftigen Komponenten enthalten, die es ermöglichen, die in den Artikeln 22 und 23 bestimmten Bedingungen zu überprüfen.

**Art. 28** - Der Zulassungs- und Überwachungsausschuss befindet über das Einhalten der in Artikel 22 erwähnten Bedingungen für den Basiszuschuss und der in Artikel 23 erwähnten Bedingungen für den zusätzlichen Zuschuss mit dem Ziel, der Regierung ein Gutachten abzugeben hinsichtlich der Gewährung dieser Zuschüsse.

**Art. 29** - Die Verwendung der in Artikel 22 und 23 erwähnten Zuschüsse wird im einzelnen in den Haushaltsplänen und den Büchern der Beratungsagentur in Sachen Sozialwirtschaft aufgeführt.

**Art. 30** - Ab der Zustellung der Gewährung durch die Verwaltung können die Zuschüsse zu 70% ausgezahlt werden.

Der Restbetrag wird bei Vorlage und bei Billigung der gesamten Belege der Ausgaben, die Gegenstand eines Zuschusses sind, spätestens zwölf Monate nach Auszahlung der ersten Tranche ausgezahlt.

Die Regierung kann aufgrund eines durch den Bezugsberechtigten eingereichten begründeten Antrags eine Verlängerung der in Absatz 2 erwähnten Frist gewähren.

## KAPITEL IV — Kontrolle

**Art. 31** - Die Beamten und die von der Regierung bezeichneten Bediensteten sind damit beauftragt, das Einhalten der durch das oder gemäß dem vorliegenden Dekret festgelegten Regeln zu überwachen.

## KAPITEL V — Zusammenarbeit zwischen den Beratungsagenturen und der Sowecsom und Finanzierung der Sowecsom

## Abschnitt I — Grundsätze

**Art. 32** - Die Regierung gewährt der Sowecsom die zur Durchführung ihrer Aufgaben und zur Abdeckung der sich daraus ergebenden Lasten notwendigen finanziellen Ressourcen, nachfolgend "Zuschuss" genannt.

## Abschnitt II — Gewährungsbedingungen des Zuschusses

**Art. 33** - Die Gewährung des Zuschusses wird von der Übergabe durch die Sowecsom an die Regierung eines Bewertungsberichts über ihre Handlungen vor dem 15. Juni jedes Jahres abhängig gemacht.

Dieser Bewertungsbericht enthält Folgendes:

1° die allgemeinen Zielsetzungen der Sowecsom und insbesondere diejenigen, welche die Zusammenarbeit mit den Beratungsagenturen regeln;

2° die Bewertung ihrer Aktivitäten während des abgelaufenen Jahres;

3° die Mittel, über die sie verfügt und diejenigen, die hinsichtlich der Entwicklung ihrer Aktivitäten einzusetzen sind;

4° die Analyse der entwickelten und zu entwickelnden Partnerschaften für eine kohärente Förderung des Sektors, nicht nur mit den Beratungsagenturen, sondern auch mit anderen Vermittlungsstrukturen wie die "U.W.E" (Wallonischer Verband der Unternehmen), das "I.F.A.P.M.E." » (Wallonisches Institut für die alternierende Weiterbildung und für die Weiterbildung der Selbstständigen und in kleinen und mittleren Unternehmen), das "Forem" (Wallonisches Amt für Berufsausbildung und Arbeitsbeschaffung) sowie andere Strukturen, die die Sowecsom für notwendig erachtet.

Diesem Bewertungsbericht werden die durch einen Revisor beglaubigten Bücher der Einrichtung beigelegt.

## Abschnitt III — Verfahren für die Gewährung, Abrechnung und Kontrolle der Zuschüsse

**Art. 34** - Der Zuschuss wird als Kostenvorschuss zu folgenden Terminen in fünf gleichwertigen Tranchen ausgezahlt:

- eine erste Tranche von einem Fünftel bei der Zustellung durch die Verwaltung der Gewährung des Zuschusses;
- eine zweite Tranche von einem Fünftel drei Monate nach der Zustellung;
- eine dritte Tranche von einem Fünftel sechs Monate nach der Zustellung;
- eine vierte Tranche von einem Fünftel neun Monate nach der Zustellung;
- eine fünfte Tranche, die mit dem Unterschied zwischen den vier ersten ausgezahlten Tranchen und dem Jahresbetrag der Betriebskosten übereinstimmt, wird nach Vorlage einer Forderungsanmeldung unter Beifügung der durch den Revisor beglaubigten Bücher ausgezahlt.

## KAPITEL VI — Übergangs- und Schlussbestimmungen

**Art. 35** - Die Beratungsagenturen in Sachen Sozialwirtschaft, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets in Betrieb sind, müssen der Verwaltung innerhalb einer von der Regierung zu bestimmenden Frist einen Zulassungsantrag zustellen.

Die Beratungsagenturen in Sachen Sozialwirtschaft, die dem vorangehenden Absatz nachkommen, können ihren Betrieb weiter unter dieser Bezeichnung führen bis zur endgültigen Entscheidung über ihren Antrag.

**Art. 36** - Die Regierung bestimmt das Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Namur, den 27. Mai 2004

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,

J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,

M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,

Th. DETIENNE

Der Minister der Beschäftigung und der Ausbildung,

Ph. COURARD

—  
Note

(1) Sitzung 2003-2004

Dokumente des Rats — 667 (2003-2004) Nr. 1 bis 6

Ausführliches Sitzungsprotokoll — Öffentliche Sitzung vom 12. Mai 2004. Diskussion - Abstimmung

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 3194

[C — 2004/27200]

**27 MEI 2004. — Decreet betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

**Artikel 1.** In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° adviesverlenend agentschap inzake sociale economie : vzw, stichting, vennootschap met een sociaal doel of coöperatieve vereniging erkend door de Nationale Raad voor de Coöperatie, met als voornaamste maatschappelijke doelen adviesverlening bij de oprichting van sociale economiebedrijven waarvan minstens de helft bedrijven voor sociale handelseconomie zijn, en begeleiding ervan;

2° sociale economiebedrijf : rechtspersoon die de volgende cumulatieve voorwaarden vervult :

a) dienstverlening aan de vennoten of aan de gemeenschap boven winst oogmerk plaatsen;

b) over beheersautonomie beschikken;

c) volgens democratische procedures beheerd worden;

d) bij de verdeling van de inkomsten personen en werk boven het kapitaal plaatsen;

3° bedrijven voor sociale handelseconomie : sociale economiebedrijf waarvan meer dan 50 % van de ontvangsten uit de verkoop van goederen of diensten voortkomt;

4° administratie : de afdeling Kmo's van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling;

5° erkennings- en opvolgingscommissie : de commissie ingesteld bij artikel 16;

6° 'Cwesma' : de 'Conseil wallon de l'économie sociale marchande' (Waalse raad voor sociale handelseconomie);

7° 'Sowecsom' : de 'Société wallonne d'économie sociale marchande' (Waalse maatschappij voor sociale handelseconomie);

8° projectontwikkelaar : elke natuurlijke of rechtspersoon die zich inzet voor bedrijfsoprichting of -ontwikkeling, waarvan de beginselen in artikel 1, 2°, vermeld worden.

HOOFDSTUK II. — *Erkenning**Afdeling I. — Beginselen en gevolgen van de erkenning*

**Art. 2.** De activiteit van adviesverlenend agentschap inzake sociale economie mag niet uitgeoefend worden zonder voorafgaande geschreven en uitdrukkelijke erkenning, daarbij rekening houdende met het feit dat die erkenning bij andere entiteiten enkel in het kader van zijn activiteiten inzake sociale handelseconomie gevaloriseerd kan worden.

**Art. 3.** De benaming 'adviesverlenend agentschap inzake sociale economie' mag niet gebruikt worden zonder de erkenning bedoeld in artikel 2, noch een andere term, vertaling of schrijfwijze die voor verwarring kan zorgen.

**Art. 4.** De erkenning wordt voor de duur van drie jaar verleend. Ze is hernieuwbaar.

De erkenning wordt evenwel voor een tijdelijke periode van één jaar verleend in geval van oprichting van een nieuw adviesverlenend agentschap inzake sociale economie.

*Afdeling II. — Voorwaarden voor de toekenning van de erkenning en gebruik van de benaming*

**Art. 5.** Om erkend te worden en om de benaming 'adviesverlenend agentschap inzake sociale economie' te mogen gebruiken, vervult het agentschap de volgende cumulatieve voorwaarden :

1° zijn doel is conform artikel 1, 1°;

2° zijn maatschappelijke zetel is gevestigd in het Waalse Gewest;

3° het vervult de volgende opdrachten :

a) adviesverlening bij de oprichting van sociale economiebedrijven, ook bij de omschakeling van vzw's of klassieke bedrijven naar sociale economiebedrijven, alsmede begeleiding bij de oprichting of omschakeling;

b) oriëntering van de projectontwikkelaars naar opleidingsstructuren die op hun behoeften inspelen;

c) expertise- of punctuele adviesverlening aan de sociale economiebedrijven;

d) opvolging van de sociale economiebedrijven na oprichting ervan gedurende een door de Regering te bepalen periode;

e) alle aan haar opdrachten inherente informatie- en promotieacties, met inbegrip van partnerschappen inzake informatie en samenwerking met de klassieke economische operatoren;

f) hulpverlening bij het aanleggen van dossiers bij het zoeken naar financiering, o.a. bij de 'Sowecsom';

g) nauwe samenwerking met de 'Sowecsom' bij de opvolging van de dossiers die ze heeft helpen aanleggen;

4° behalve in geval van oprichting van een nieuw adviesverlenend agentschap inzake sociale economie, het bewijs overleggen van twee jaar ervaring en van vijf dossiers inzake sociale handelseconomie aangelegd in het kader van de opdrachten bedoeld in 3°;

5° beschikken over een eigen boekhouding, apart van elke andere activiteit;

6° onder eigen menselijke hulpkrachten personen tellen die prat kunnen gaan op een beroepsbekwaamheid in minstens drie van de volgende domeinen :

boekhouding, rechten, financiën, administratief beheer en beheer menselijke hulpkrachten;

7° het kadaster van de begunstigden van zijn adviesverlening gedurende het afgelopen jaar en zijn activiteitenverslag uiterlijk 31 maart van het volgende jaar aan de administratie overleggen;

8° niet in staat van concordaat, faillissement of insolventie verkeren;

9° onder de bestuurders, beheerders, mandatarissen of gevolmachtigden geen personen tellen die over een periode van vijf jaar vóór de aanvraag tot erkenning of tot hernieuwing van de erkenning zijn veroordeeld voor een overtreding van de wettelijke of reglementaire bepalingen inzake fiscale, sociale aangelegenheden of betreffende de uitoefening van de activiteit van adviesverlenend agentschap inzake sociale economie;

10° zijn verplichtingen nakomen i.v.m. de betaling van de sociale zekerheidsbijdragen en van achterstallige belastingen.

### *Afdeling III. — Toekenning en hernieuwing van de erkenning*

**Art. 6.** De erkenning wordt door de Regering toegekend en hernieuwd na gemotiveerd advies van de erkennings- en opvolgingscommissie.

Het advies van de erkennings- en opvolgingscommissie over een aanvraag tot erkenning wordt hoe dan ook gemotiveerd op grond van de volgende criteria :

1° de vakkundigheid en de kwaliteit van de aangeboden diensten;

2° het vermogen om de relevantie van de projecten te analyseren;

3° het vermogen om projectontwikkelaars te oriënteren;

4° de inachtneming van de voorwaarden voor de controle op het systeem;

5° de bevoegdheden van het personeel, op grond zowel van zijn kwalificaties als van zijn ervaring.

De criteria bedoeld in het vorige lid kunnen door de Regering nader bepaald worden op voorstel van de erkennings- en opvolgingscommissie.

Het advies van de commissie over een aanvraag tot hernieuwing van de erkenning wordt hoe dan ook op grond van de in het tweede lid bedoelde criteria gemotiveerd, niet alleen naar gelang van de overgelegde projecten maar ook van de evaluatie van de diensten verstrekt in de loop van de afgelopen erkenningsperiode, o.a. op basis van de activiteitenverslagen, begrotingen, rekeningen en van elk informatiegegeven dat de commissie nuttig acht.

**Art. 7.** De Regering bepaalt de procedures voor de toekenning en de hernieuwing van de erkenning.

**Art. 8.** Bij overdracht van een adviesverlenend agentschap inzake sociale economie dient de overnemer een aanvraag tot erkenning in binnen de termijn en volgens de procedure die de Regering bepaalt.

In dat geval kunnen de exploitatie en het gebruik van de benaming in afwijking van de artikelen 2, 3 en 4 voortgezet worden tot de kennisgeving van de te nemen beslissing, op voorwaarde dat de aanvraag binnen de vastgelegde termijn ingediend wordt.

### *Afdeling IV. — Opschorting en intrekking van de erkenning*

**Art. 9.** De erkenning wordt na advies van de commissie door de Regering ingetrokken:

1° als de bepalingen van dit decreet of van de uitvoeringsbesluiten ervan niet acht genomen worden;

2° als de persoon belast met het dagelijkse beheer van het adviesverlenend agentschap inzake sociale economie bij een rechterlijke beslissing met kracht van gewijsde is veroordeeld voor een overtreding begaan in het kader van zijn dagelijks beheer.

In de gevallen bedoeld in het eerste lid, 1°, kan de Regering de erkenning voor hoogstens zes maanden intrekken als zij acht dat de toestand van het adviesverlenend agentschap inzake sociale economie geregulariseerd kan worden binnen de termijn die zij bepaalt.

**Art. 10.** De Regering bepaalt de procedure voor de opschorting en de intrekking van de erkenning.

### *Afdeling V. — Beroepen*

**Art. 11.** De aanvrager of de houder van een erkenning, hierna ook de 'aanvrager' genoemd, kan bij de Regering een gemotiveerd beroep indienen tegen een beslissing tot weigering, opschorting of intrekking van de erkenning.

Het beroep wordt ingediend binnen dertig dagen na ontvangst van de omstreden beslissing of, bij gebrek aan kennisgeving aan de aanvrager binnen de voorgeschreven termijn, op de datum waarop de beslissing tot weigering geacht wordt een uitgemaakte zaak te zijn.

Het beroep wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de administratie gericht en gaat vergezeld van een afschrift van de omstreden beslissing, als die al bestaat.

In dat geval wordt de beslissing tot opschorting of intrekking opgeschort gedurende de termijn waarover de aanvrager beschikt om beroep in te dienen.

**Art. 12.** Binnen dertig dagen na de datum van ontvangst van het beroep bezorgt de administratie de aanvrager een bericht van ontvangst bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs.

**Art. 13.** De aanvrager kan vragen om gehoord te worden, hetzij in zijn beroep, hetzij bij een ter post aangetekend schrijven gericht aan de administratie binnen vijftien dagen nadat de aanvrager het bericht van ontvangst van zijn beroep in ontvangst heeft genomen.

De aanvrager wordt minstens acht dagen vóór de vastgelegde datum verwittigd dat hij gehoord zal worden. Hij mag zich laten bijstaan door een statutair bevoegde persoon of door een raadsman.

Het verhoor is het voorwerp van notulen.

**Art. 14.** De Regering spreekt zich uit over het beroep en stuurt haar beslissing naar de aanvrager binnen een termijn van vier maanden, met ingang van de datum van de verzending door de administratie van het bericht van ontvangst bedoeld in artikel 12.

De Regering geeft de aanvrager bij ter post aangetekend schrijven kennis van haar beslissing, die ze tegelijkertijd naar de erkennings- en opvolgingscommissie en naar de 'Cwesma' stuurt.

**Art. 15.** Als de aanvrager de beslissing van de Regering niet ontvangen heeft binnen tien dagen na de termijn bedoeld in artikel 14, eerste lid, kan hij een herinneringsbrief toesturen. Deze brief wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de administratie gericht. De inhoud ervan vermeldt de term 'Herinnering' en verzoekt duidelijk om uitspraak over het beroep waarvan een afschrift bij de brief gaat.

Bij gebrek aan kennisgeving van de beslissing van de Regering binnen dertig dagen na ontvangst door de administratie van het aangetekend schrijven dat de herinnering bevat, wordt het voorwerp van het verzoek om beroep geacht gunstig te zijn.

#### *Afdeling VI. — Erkennings- en opvolgingscommissie*

**Art. 16.** Bij het Ministerie van het Waalse Gewest wordt een commissie opgericht voor de erkenning en de opvolging van de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie.

**Art. 17.** De erkennings- en opvolgingscommissie vervult de volgende opdrachten :

1° ze geeft de Regering gemotiveerde adviezen over de opportuniteit om de erkenning van een adviesverlenend agentschap inzake sociale economie toe te kennen, te hernieuwen, op te schorten of in te trekken;

2° ze geeft de Regering gemotiveerde adviezen over de toekenning van de subsidies;

3° ze geeft op eigen initiatief of op verzoek van de Regering of van één van haar ministers advies over elk vraagstuk i.v.m. de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie;

4° ze bezorgt de Regering jaarlijks een kwalitatief en kwantitatief verslag over de activiteiten van de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie.

**Art. 18.** De erkennings- en opvolgingscommissie stelt een huishoudelijk reglement op dat ze ter goedkeuring voorlegt aan de Regering. Dat reglement voorziet o.a. in de periodiciteit van de vergaderingen, in de wijze van oproeping en van besluitvorming.

**Art. 19.** De erkennings- en opvolgingscommissie is samengesteld als volgt :

1° drie gewone leden ter vertegenwoordiging van de 'Cwesma';

2° twee gewone leden ter vertegenwoordiging van de Minister die voor sociale economie bevoegd is;

3° één gewoon lid ter vertegenwoordiging van de Minister van Tewerkstelling;

4° één gewoon lid ter vertegenwoordiging van de Minister van Sociale Actie;

5° één gewoon lid afkomstig uit de 'Sowecsom';

6° twee gewone leden ter vertegenwoordiging van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling, één ter vertegenwoordiging van de Kmo's, het andere ter vertegenwoordiging van de Afdeling Tewerkstelling, met raadgevende stem.

Voor elk gewoon lid wijst de Regering een plaatsvervanger aan op de voordracht van de organisaties.

De Regering wijst de voorzitter van de commissie aan onder de gewone leden bedoeld in het eerste lid, 2°.

Voor het overige mag de commissie zich laten bijstaan door elke deskundige die ze nodig acht voor de vlotte werking van haar werkzaamheden. De deskundigen hebben zitting met raadgevende stem.

**Art. 20.** De personen die zitting hebben binnen de erkennings- en opvolgingscommissie worden door de Regering aangewezen op de voordracht van de lastgevers.

#### *HOOFDSTUK III. — Subsidies*

##### *Afdeling I. — Beginselen*

**Art. 21.** Om de oprichting van bedrijven voor sociale handelseconomie te bevorderen kan de Regering na advies van de erkennings- en opvolgingscommissie binnen de perken van de beschikbare kredieten een financiële steun verlenen om tegemoet te komen in bepaalde uitgaven van de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie.

Het gaat om de werkingsuitgaven i.v.m. de opdrachten bedoeld in artikel 5, 3°, voor zover ze betrekking hebben op de bedrijven voor sociale handelseconomie, vzw's of handelsbedrijven die zich verbinden tot de oprichting van of de omschakeling naar bedrijven voor sociale handelseconomie binnen een door de Regering te bepalen termijn.

*Afdeling II. — Voorwaarden voor de toekenning van subsidies*

**Art. 22.** Er wordt een basissubsidie verleend onder de volgende voorwaarden :

1° als 'adviesverlenend agentschap inzake sociale economie' erkend worden op grond van de criteria van artikel 6 van dit decreet;

2° een activiteitenverslag overleggen dat de commissie goedgekeurd heeft op grond van criteria m.b.t. de hoeveelheid, de kwaliteit en de duurzaamheid van de projecten betreffende de bedrijven voor sociale handelseconomie begeleid gedurende het jaar in de loop waarvan het adviesverlenende agentschap de subsidie aanvraagt;

3° de administratie binnen drie jaar na de toekenning van de subsidie een verslag overleggen over de steun verkregen bij elke overheid of openbare instelling;

4° behalve voor de opdrachten inzake informatie, bevordering en punctuele steun, gebruik maken van het door de Regering opgestelde model van type-overeenkomst en een afschrift van elke door beide partijen gesloten overeenkomst aan de administratie overmaken;

5° beschikken over het gemotiveerde advies van de erkennings- en opvolgingscommissie over de toekenning van de subsidies.

In het geval van een nieuw adviesverlenend agentschap kan pas na het eerste activiteitenjaar worden nagegaan of de in 2° bedoelde voorwaarde vervuld is.

**Art. 23.** De Regering is bevoegd om een bijkomende subsidie toe te kennen op grond van de volgende criteria :

1° het niveau van uitvoering van de bij dit decreet bepaalde opdrachten;

2° het aantal begeleide bedrijven en het aantal banen ervan;

3° het percentage bedrijven voor sociale handelseconomie onder de bedrijven bedoeld in 2°.

*Afdeling III. — Subsidiebedrag*

**Art. 24.** Het subsidiebedrag wordt vastgelegd op 32.000 euro per jaar. Die basissubsidie wordt toegekend zodra het adviesverlenende agentschap voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 22.

De Regering is bevoegd om het in het eerste lid bedoelde bedrag te wijzigen.

Het bedrag van de subsidie van het volgende jaar wordt jaarlijks door de Regering aangepast op grond van de evolutie van de index der consumptieprijzen tussen de maand november van het lopende jaar en de maand november van het afgelopen jaar.

**Art. 25.** Op grond van het advies van de erkennings- en opvolgingscommissie wordt de bijkomende subsidie bedoeld in artikel 23 op maximum 10.000 euro vastgelegd voor zover de nagestreefde doelstellingen overeenstemmen met de criteria bedoeld in artikel 23.

Dat bedrag wordt door de Regering jaarlijks aangepast naar gelang van de evolutie van de index der consumptieprijzen tussen de maand november van het lopende jaar en de maand november van het afgelopen jaar.

*Afdeling IV. — Procedures voor de toekenning en de betaling van de subsidies en voor de controle op het gebruik ervan*

**Art. 26.** Elke subsidieaanvraag wordt bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs aan de erkennings- en opvolgingscommissie gericht.

De Regering bepaalt de inhoud en de vorm van de subsidieaanvraag. Zij bepaalt het aantal bij te voegen exemplaren van het dossier.

**Art. 27.** De subsidieaanvraag gaat vergezeld van elk bewijsstuk waarbij kan worden nagegaan of de voorwaarden bedoeld in de artikelen 22 en 23 vervuld zijn.

**Art. 28.** De erkennings- en opvolgingscommissie spreekt zich uit over de naleving van de voorwaarden bedoeld in artikel 22 wat de basissubsidie betreft en in artikel 23 wat de bijkomende subsidie betreft om de Regering advies te geven i.v.m. de toekenning van die subsidies.

**Art. 29.** Het gebruik van de subsidies bedoeld in de artikelen 22 en 23 wordt gedetailleerd in de begrotingen en rekeningen van het adviesverlenende agentschap inzake sociale economie.

**Art. 30.** De subsidies kunnen naar rato van 70% betaald worden vanaf de kennisgeving van de toekenning door de administratie.

Het saldo van de subsidies wordt betaald na overlegging en goedkeuring, uiterlijk twaalf maanden na betaling van de eerste schijf, van de gezamenlijke bewijsstukken betreffende de uitgaven waarvoor de subsidies verleend worden.

De Regering kan op grond van een gerechtvaardigde aanvraag, die door de rechthebbende ingediend wordt, instemmen met de verlenging van de termijn bedoeld in het tweede lid.

*HOOFDSTUK IV. — Controle*

**Art. 31.** De door de Regering aangewezen ambtenaren en personeelsleden worden belast met het toezicht op de naleving van de bij of krachtens dit decreet vastgelegde regels.

HOOFDSTUK V. — *Samenwerking van de adviesverlenende agentschappen met de 'Sowecsom' en financiering hiervan**Afdeling I. — Beginselen*

**Art. 32.** De Regering verschaft de 'Sowecsom' de nodige financiële middelen, hierna de 'subsidie' genoemd, voor de uitvoering van haar opdrachten en voor de dekking van de lasten die ermee gepaard gaan.

*Afdeling II. — Voorwaarden voor de toekenning van de subsidie*

**Art. 33.** Om de subsidie te verkrijgen bezorgt de 'Sowecsom' de Regering jaarlijks uiterlijk 15 juni een evaluatieverslag over haar activiteiten.

Dat evaluatieverslag bevat de volgende gegevens :

1° de algemene doelstellingen van de 'Sowecsom', meer bepaald die betreffende haar samenwerking met de adviesverlenende agentschappen;

2° de evaluatie van haar activiteiten gedurende het afgelopen jaar;

3° de middelen waarover ze beschikt en die aangewend moeten worden naar gelang van de evolutie van haar activiteiten;

4° de analyse van de ontwikkelde en te ontwikkelen partnerschappen met het oog op een coherente bevordering van de sector, niet alleen met de adviesverlenende agentschappen, maar ook met andere contactstructuren zoals de 'UWE', het 'IFAPME', de 'Forem' of andere die ze nuttig acht.

Het verslag gaat vergezeld van de door een revisor gecertificeerde rekeningen van de instelling.

*Afdeling III. — Procedures voor de toekenning en de betaling van de subsidie en voor de controle op het gebruik ervan*

**Art. 34.** De subsidie wordt in vijf gelijke schijven als voorschot op kosten gestort op de volgende tijdstippen :

— de eerste schijf van een vijfde zodra de administratie kennis geeft van de toekenning van de subsidie;

— de tweede schijf van een vijfde drie maanden na die kennisgeving;

— de derde schijf van een vijfde zes maanden na die kennisgeving;

— de vierde schijf van een vijfde negen maanden na die kennisgeving;

— de vijfde schijf, die overeenstemt met het verschil tussen de gestorte eerste vier schijven en het jaarbedrag van de werkingskosten, wordt gestort na overlegging van een schuldvorderingsaangifte, vergezeld van de door de revisor gecertificeerde rekeningen.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 35.** De adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie die uitgebaat worden op de datum van inwerkingtreding van dit decreet dienen een erkenningsaanvraag bij de administratie in binnen de door de Regering bepaalde termijn.

De adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie die voldoen aan het vorige lid mogen onder die benaming blijven werken tot definitief over hun aanvraag beslist wordt.

**Art. 36.** De datum van inwerkingtreding van dit decreet wordt door de Regering vastgelegd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 27 mei 2004.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,  
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling, Vorming en Huisvesting,  
Ph. COURARD

—  
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

*Stukken van de Raad.* — 667 (2003-2004) Nrs. 1 tot 6.

*Volledig verslag.* — Openbare vergadering van 12 mei 2004. Bespreking - Stemming.